l'étincelle
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

« Travailleurs de tous les pays, unissons-nous ! » (Karl Marx)

CHS Novillars

Besançon, le 25/10/2021

T'as pas 100 balles ?

C'était la reprise, les patrons faisaient la fête : il fallait donc que les salariés dansent. Mais juste au moment où le gouvernement prenait le temps d'expliquer que le pouvoir d'achat avait augmenté pendant son mandat (car personne ne s'en était aperçu), les prix de l'énergie, de l'alimentation et d'autres produits de base explosaient. Le prix du carburant dépassait début octobre celui atteint au début de la crise des Gilets jaunes. De quoi donner quelques sueurs froides au président des patrons…

Les prix flambent ? Voilà une goutte d'eau

Face à l'explosion des prix, après quelques blocages et un chèque pour les plus précaires, le Premier ministre, Jean Castex, avoue lui-même qu'on est encore loin du compte. Il y va donc de son aumône électorale : 100 euros distribués à tous ceux qui gagnent moins de 2000 euros par mois. Un minuscule bol d'air avant d'aller retourner se noyer. Rien qui compense les centaines d'euros en plus qui s'accumulent dans les dépenses et les factures depuis des mois. Le tout financé avec de l'argent public, le nôtre, les impôts et les taxes que paient les travailleurs : remplir la poche gauche en puisant dans la droite.

Le gouvernement parle d'indemnité « classe moyenne ». Il avoue surtout qu'en dessous de 2000 euros par mois, on galère. Ce qui concerne 38 millions de personnes. Et encore : parmi cette « classe moyenne », on comptait 12 millions de personnes sous le seuil de pauvreté au printemps 2021. Crise ou reprise, on trinque toujours.

Et les milliardaires s'enrichissent.

À l'extrême droite, les vendeurs de fumée…

Quand la misère monte, les démagogues haineux en profitent. Le Pen et Zemmour montent avec les prix. Ils se disent « anti-système », mais ça ne les empêche pas d'être eux aussi des candidats des patrons. Pour Zemmour, l'augmentation du Smic est une « mesurette démagogique » et « la France ne travaille pas assez ». Le Pen ne veut pas non plus entendre parler d'augmentation des salaires : cela « fait peser une charge sur les entreprises ». La baisse de l'âge de la retraite qu'elle dit promettre ? Conditionnée à l'équilibre budgétaire… et la candidate nous parle déjà du moment où elle la déclarera impossible « faute d'argent ».

Et les milliardaires s'enrichissent.

… et leurs imitateurs du gouvernement Macron

Même musique aigrelette au gouvernement : aussitôt élu pour faire barrage à l'extrême droite, voilà Macron qui lui ouvre grand portes et fenêtres. Loi Asile-immigration, Sécurité globale, Séparatisme… Et Darmanin peut qualifier Le Pen de « trop molle ».

Tout comme Zemmour, le gouvernement veut « remettre la France au travail ». Il y a pénurie de main-d'œuvre ? Surtout pas de hausses des salaires : baissons les allocations chômage pour que les travailleurs acceptent les pires jobs.

Car les milliardaires doivent s'enrichir.

38 millions de réfractaires ?

Le gouvernement a bien fait le décompte de cette « classe moyenne » du bas de l'échelle, de plus en plus nombreuse. Et pour cause, il la craint. Il sait à quel point nos aspirations sont les mêmes : intérimaires et prestataires, CDI ou CDD, privé ou fonction publique, salariés ou retraités. Il a peur de notre colère qui pourrait déboucher sur un tous ensemble, peur de notre organisation et tente de lâcher un peu de lest. Mais si peu que tout le monde en rigole. Les Gilets jaunes ont montré l'exemple il y a trois ans et hantent encore le président des riches.

Et si on empêchait les milliardaires de s'enrichir, en nous mobilisant, à 38 millions, pour imposer :

– pas un salaire, pas une pension, pas une allocation en dessous de 2000 euros,

– l'indexation de nos revenus sur la hausse des prix.

Pour mettre en place ces mesures d'urgence, il faudra des luttes d'ensemble du monde du travail, organisées et décidées. C'est ce que défend notre candidat Philippe Poutou dans sa campagne pour les élections présidentielles. C'est ce qu'il faut défendre partout où nous le pouvons sans attendre.

Une situation catastrophique

Au service enfants la situation est catastrophique si bien que l'hôpital doit rappeler du personnel en retraite pour tenter de faire fonctionner les services.

Au pôle B, pas d'amélioration, les lits restent fermés, accentuant la pression sur les pavillons d'admission, si bien que dans les structures extérieures on ne peut plus envoyer des patients qui en ont besoin sur le CHN. Au Callypso, les infirmiers ne pourront sans doute pas poser de congés à la fin de l'année.

Au pôle A, la pénurie de médecins rend impossible la prise en charge de nouveaux patients sur le CMP. Certains sont renvoyés vers leur généraliste.

Cette semaine, la direction annonce la suspension des admissions à l'Aubier en raison de problèmes d'effectif.

La situation s'est détériorée en très peu de temps et ne semble inquiéter ni la direction ni l'ARS.

Une pénurie organisée !

Cela fait plus de vingt ans que les hôpitaux psychiatriques tirent la sonnette d'alarme. Non seulement les budgets n'ont pas été augmentés, mais ils sont en baisse permanente. Qu'ont fait les gouvernements successifs pour former plus de médecins et plus de personnels soignants ? Rien.

Les effectifs des écoles n'ont pas été augmentés, même la promotion professionnelle est ridicule, comme on peut le constater sur le CHN. Il y a des ASH et des aides-soignantes qui postulent pour les formations d'aides soignantes et d'infirmières et on limite leur nombre !

Un système obsolète

Alors que la télé ne parle que de Facebook et des progrès qui vont être faits dans les années qui viennent sur la réalité virtuelle, le CHN en est encore à l'âge de pierre niveau communication.

Cette semaine, pendant une journée, plus d'accès à Cariatides ni de téléphone dans certains services. Pour faire face à des urgences, certains agents ont dû utiliser leur téléphone personnel pour appeler des patients. Les structures n'étaient plus joignables, bref une belle pagaille.

Précarité assurée

Le gouvernement impose sa réforme de l'assurance chômage depuis le 1er octobre. Fausse mesure contre la précarité, mais vraie attaque anti-ouvrière : ceux qui travaillent en contrats courts verront leur allocation passer de 885 euros par mois en moyenne à 621 euros. Une sacrée arme pour contraindre les chômeurs à accepter n'importe quoi, et baisser nos salaires à tous.

Les syndicats ont déposé un énième recours devant le Conseil d'État. Soit. Mais la seule opposition qui fera reculer le gouvernement se trouve dans la rue.

Recul de l'État en Martinique

Il y a deux semaines, des dizaines de gendarmes avaient été mobilisés dans le CHU de Martinique. L'obligation de présenter la passe sanitaire pour entrer à l'hôpital était entrée en vigueur trois jours plus tôt. Patients et soignants sans passe étaient refusés à l'entrée. Deux soignants avaient été arrêtés dans l'enceinte même de l'hôpital.

Mais les protestations, rassemblements et sit-ins ont continué, vaccinés et non-vaccinés unis. Finalement, la direction et l'État ont dû reculer. Tous peuvent désormais travailler.

Contraception : la prise en charge étendue

L'Assemblée nationale a adopté à l'unanimité la prise en charge intégrale de la contraception pour les femmes de 18 à 25 ans, qui est déjà gratuite pour les mineures. Trois millions de jeunes femmes sont potentiellement concernées, dès le 1er janvier prochain. L'assurance maladie prendra en charge à 100 % les frais nécessaires à la contraception. C'est une bonne chose.

Deux sérieux bémols cependant. D'abord, certains moyens contraceptifs ne sont pas concernés (préservatif féminin, anneau vaginal ou spermicides), ensuite rien n'est prévu pour développer la contraception masculine. Du coup, c'est toujours, d'abord et avant tout, aux femmes de se débrouiller. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, l'égalité des sexes est loin d'être atteinte.

Suicide d'une jeune lesbienne

Une marche blanche a été organisée dimanche à Mulhouse pour rendre hommage à Dinah, une adolescente de 14 ans qui a mis fin à ses jours après avoir été l'objet d'un harcèlement incessant, dans son collège d'abord, sur les réseaux sociaux ensuite, à son domicile enfin. Dinah était noire et lesbienne.

Deux raisons suffisantes pour qu'elle devienne la souffre douleur d'imbéciles de tout poil imprégnés de préjugés racistes et sexistes. Aujourd'hui il faut bien sûr que les jeunes qui l'ont harcelée répondent de leurs actes, mais surtout que l'on remette en cause la complaisance ou l'indifférence criminelles dont font preuve trop souvent les autorités – académiques et autres – à l'égard des attaques dont est victime la communauté LGBT.